

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, en 1984, la question de la dette publique canadienne occupait peu de place dans les débats de politiques publiques. C'est grâce aux efforts incessants du gouvernement Mulroney en matière de contrôle des dépenses que la question de la dette et du déficit est maintenant omniprésente dans de tels débats et ce, à tous les paliers de gouvernement.

Les coûts de fonctionnement du gouvernement fédéral, compte tenu de l'inflation, sont maintenant de plus de 20 p. 100 inférieurs à ce qu'ils étaient lorsque le gouvernement Mulroney est arrivé au pouvoir. En fait, au chapitre de ses dépenses de fonctionnement, le gouvernement affiche même un surplus, abstraction faite du coût de service de la dette.

Ainsi, en vertu de la loi, chaque cent que rapporte la taxe sur les produits et services, notre version de la taxe européenne à valeur ajoutée, sert uniquement à rembourser les intérêts sur la dette et ultimement à la réduire.

Il y a deux ans, lorsque j'ai quitté le portefeuille du ministère des Finances, les gouvernements provinciaux se montraient peu enclins à rechercher une solution nationale concertée à ce problème. Aujourd'hui, les Canadiens exigent de leurs gouvernements, à tous les paliers, qu'ils vivent selon leurs moyens. En outre, il est clair que sans égard à leurs orientations politiques, les gouvernements canadiens écoutent ce message que leur transmettent leurs commettants et continueront d'y prêter l'oreille.

Tous les partis politiques, tous les candidats à la direction du Parti conservateur et tous les gouvernements provinciaux se sont clairement engagés à résoudre ce problème.

Nous avons surmonté la récession. Depuis le deuxième trimestre de 1991, nous constatons une tendance de croissance à la hausse. Il est plus que probable que la prévision de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), nous plaçant en tête de liste du Groupe des sept plus grands pays industrialisés (G-7) au chapitre de la croissance du produit intérieur brut (PIB) en 1993, se confirmera. Le taux d'intérêt préférentiel est à son niveau le plus bas depuis 21 ans, les taux hypothécaires sont à la baisse, le taux d'inflation canadien se compare avantageusement aux statistiques historiques de même qu'à celles des autres pays du G-7.

Peu de pays au monde sont aussi tributaires des échanges commerciaux que le Canada. Près de 30 p. 100 de notre PIB est engendré par les échanges commerciaux internationaux, c'est-à-dire le double ou plus des données correspondantes pour le Japon et les États-Unis. Sans échanges commerciaux, les